



DECLARATION DES DEPUTES DU GROUPE PARLEMENTAIRE PDG A L'ASSEMBLEE NATIONALE SUR LA RESOLUTION DU PARLEMENT DE L'UNION EUROPEENNE du 14 SEPTEMBRE 2017

Le 14 septembre 2017, le Parlement Européen a adopté la résolution n° 2017/2830 RSP, portant sur "la répression de l'opposition au Gabon".

Pour commencer, le Groupe Parlementaire PDG à l'Assemblée Nationale tient à rappeler que le Gabon est un Etat indépendant, c'est-à-dire un Etat dans lequel les résidents et la population exercent l'auto-gouvernance et une souveraineté totale sur leur territoire.

Aussi, bien qu'il soit coutumier que des Institutions telles que l'Union Européenne s'érigent en juge, cette résolution de par sa nature partielle, laisse apparaître l'intention profonde de ses rédacteurs qui accusent injustement le Gabon et jettent ainsi l'opprobre sur notre pays.

C'est pourquoi, le Groupe Parlementaire PDG à l'Assemblée Nationale, constate pour le déplorer que la résolution précitée est inopportune car elle intervient après le Dialogue Politique inclusif et la formation récente d'un Gouvernement d'ouverture, qui matérialisent les efforts du Président élu Ali BONGO ONDIMBA pour rétablir un climat d'apaisement nécessaire à la reprise économique dont la résolution précitée ne fait même pas mention.

D'ailleurs à plusieurs reprises, dans nos déclarations de septembre et décembre 2016 puis de février 2017, nous dénonçons déjà avec la plus grande vigueur le caractère partial des rapports de la mission d'observation de l'UE invitée par les autorités gabonaises. Nous citons quelques passages de nos déclarations qui résument le bien-fondé de ce que nous affirmons :

"Nous Députés, constatons pour le regretter et le dénoncer, que la mission de l'Union Européenne s'est distinguée négativement par l'adoption d'une attitude partielle de certains membres de cette mission, perdant ainsi aux yeux de la nation gabonaise toute sa crédibilité.

Nous nous interrogeons dès lors, en tant qu'élus du peuple, sur les réelles motivations de cette mission d'observation mandatée par l'Union Européenne à la demande du gouvernement gabonais.

De notre point de vue, la mission de l'Union Européenne, du moins certains de ces membres, a adopté une position partisane au profit d'un candidat, violant ainsi son obligation de neutralité et d'impartialité.

Cette attitude partisane a fini par induire en erreur certains eurodéputés qui ont eu des propos désobligeants, irresponsables et indignes de leur mandat à l'égard du Gabon notre pays et de ses institutions.

Fort heureusement, l'ensemble du Parlement Européen n'a pas eu la même appréciation des événements au Gabon et a bien compris que les enjeux ici étaient importants pour toute l'Afrique et pour la stabilité du Gabon. Nous saluons son objectivité ainsi que son appel à l'apaisement et au respect de la légalité institutionnelle".

Dans cet esprit de souci d'apaisement le Président Ali BONGO ONDIMBA a invité un dialogue inclusif et sans tabou, tous les acteurs politiques et de la société civile. Ainsi un grand nombre de participants de la majorité, de l'opposition et de la société civile a répondu favorablement à cet appel

A cet effet, il faut insister sur le fait que les représentants de l'opposition au dialogue politique ont défendu les points de vue de l'ensemble de l'opposition y compris celles de la coalition de l'opposition dite radicale à savoir la réforme de la Constitution dont le nombre et la durée du mandat du Président de la République, l'élection à deux tours pour les mandats politiques au Gabon, les réformes de la Cour Constitutionnelle, de la CENAP, du CES et du CND etc.

Toutes ces réformes ont été adoptées par consensus par toutes les parties présentes à parité et consignées dans les Actes du Dialogue Politique qui sont entrain de suivre l'ordonnancement juridique national.

C'est pourquoi le peuple gabonais, par la voix de ses représentants, condamne avec la plus grande véhémence l'attitude partisane de la résolution des Parlementaires de l'Union Européenne. Cette absence évidente de neutralité nous paraît de nature à entacher la crédibilité de celle-ci.

En outre dans ce document sensé porter sur la situation politique du Gabon, on retrouve des références liées aux dossiers des biens mal acquis et l'existence d'un compte bancaire illustrant ainsi l'intention du Parlement Européen de moraliser la vie politique au Gabon.

A cet effet, nous Députés Gabonais serions très heureux de voir les Parlementaires Européens moraliser d'abord leur propre Institution où les emplois fictifs par des Euro Députés sont légions et mériteraient une meilleure transparence : le moralisateur serait ainsi plus crédible et convaincant.

Cet amalgame qui n'est pas fortuit a pour effet de jeter l'opprobre et le discrédit sur le Gabon et ses Institutions ; ce que nous ne pouvons pas accepter.

En outre, le Groupe Parlementaire PDG à l'Assemblée Nationale, note avec regret la demande explicite faite par les Parlementaires Européens à la France de « peser de tout son poids politique et économique sur le Gouvernement gabonais », ce qui à l'évidence reviendrait à restaurer la France-Afrique coloniale et ses méthodes désuètes...

Non! Le monde a changé et nous devons accepter de vivre avec notre temps.

Aussi, saluons-nous l'attitude responsable adoptée par le Gouvernement Français qui contribue à apaiser le climat politique, économique et social au Gabon.

Nous Députés Gabonais sommes désireux de voir les relations que notre pays entretient tant avec l'Union Européenne qu'avec chacun de ses Etats membres, évoluer de manière positive et souhaitons un retour aux fondamentaux qui seuls peuvent servir de base à un partenariat réciproquement avantageux.

Fait à Libreville, le 22 septembre 2017



Le Groupe Parlementaire PDG
Le Président

André-Dieudonné BERRE